

## Quelle place pour l'habitat populaire à l'heure de la "contrainte énergétique"?

---

*Jeremy Jegouzo  
Vanessa Becciu*

**L**e débat sur l'énergie est aujourd'hui réduit dans son ensemble à une préoccupation globale: le dérèglement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui en seraient la cause. En outre, la fin annoncée de l'abondance des énergies fossiles et bon marché semble augurer une crise énergétique sans précédents. Toutefois, ces débats prédominants sont pour partie sous-tendus par certaines motivations idéologiques et économiques, minorant ainsi une dimension humaine substantielle. Ainsi, ils masquent de vraies questions qui se posent en matière d'habitat populaire et de développement urbain, ce que nous verrons dans un premier temps en étudiant les politiques urbaines qui en résultent. Nous examinerons ensuite les conséquences de ces politiques urbaines sur un quartier populaire de Bogota, où les enjeux culturels et sociaux sont très forts. Enfin, à travers un éclairage historique, nous chercherons à orienter le débat sur l'énergie vers des préoccupations que nous souhaiterions plus proches des réalités urbaines de chaque ville.

## Qual o lugar para o habitat popular em tempos de "contenção energética"?

---

**O** conjunto dos debates sobre a energia reduz-se hoje a uma preocupação global: o desequilíbrio climático e a redução das emissões de gases de efeito estufa, os quais seriam os causadores desse desequilíbrio. Além disso, o fim anunciado da abundância das energias fósseis e baratas parece augurar uma crise energética sem precedentes. Contudo, os debates predominantes sustentam-se em parte por certas motivações ideológicas e econômicas que reduzem uma dimensão humana substancial. Assim, mascaram-se verdadeiras questões que se colocam em matéria de habitat popular e de desenvolvimento urbano, o que veremos primeiramente, estudando as políticas urbanas que resultam dos referidos debates. Em seguida, examinaremos as consequências de tais políticas urbanas num bairro popular de Bogotá, onde as questões culturais e sociais são muito expressivas. Enfim, a partir de um enfoque histórico, tentaremos orientar o debate sobre a energia na direção das preocupações que desejaríamos mais próximas das realidades urbanas de cada cidade.

## **Un urbanisme énergétique**

Nous employons le terme d'urbanisme énergétique pour qualifier une certaine branche de la planification urbaine qui met en œuvre des politiques de développement durable à travers la maîtrise de la consommation et de la production énergétique. Il traduit une certaine prise en compte de la problématique énergétique dans le développement urbain.

Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été négociés à Kyoto en 1997 et ratifiés depuis par la majorité des états. Quoique soldé en 2012 par une augmentation de 40% des gaz à effet de serre dans le monde, le protocole de Kyoto est toujours avancé comme solution plausible face à l'inquiétude grandissante liée au réchauffement climatique. Cette stratégie est par ailleurs soutenue par la promotion des énergies renouvelables, plébiscitées par les écologistes mais aussi dynamisées par l'épuisement des ressources fossiles dont dépend l'économie mondiale. Ainsi les surconsommations énergétiques dégradent notre environnement, mais la crise énergétique qui s'annonce menace d'autant plus le fonctionnement de notre société. Nous pouvons penser alors que l'identification de problématiques environnementales résulte de logiques diverses et parfois contradictoires; tant et si bien que l'on ne saurait dire si les politiques de maîtrise énergétique se soucient de la pérennité d'un système économique énergivore ou de la survie de la planète qui lui sert de support. Il s'agit probablement des deux simultanément, car le développement durable est le fruit d'une association consensuelle: la nécessité de préserver environnement et stabilité sociale, et le choix de ne pas renoncer à la croissance. Par conséquent, les organismes internationaux et nationaux qui sont en charge de cette question exhortent les collectivités locales à amorcer la transition énergétique dans les différents secteurs économiques y compris celui du développement urbain. Mais si cette idéologie<sup>1</sup> est désormais institutionnalisée, les dispositifs opérationnels qui en résultent sont parfois limités par l'un ou l'autre objectif. Voyons comment cette tension s'inscrit au niveau de la planification urbaine.

<sup>1</sup> Nous employons ce terme dans le sens de *système cohérent et structuré de représentations*.

## **Politiques énergétiques dans la planification urbaine**

Les villes et les aires urbaines qui les englobent sont perçues depuis quelques années comme étant des espaces privilégiés et stratégiques pour l'expérimentation de nouvelles pratiques en matière de maîtrise énergétique. Celles-

ci s'observent dans les procédés architecturaux, dans les politiques de transports urbains et périurbains, dans la re-composition du paysage institutionnel, mais aussi dans les campagnes de sensibilisations. Ces nouvelles pratiques agissent aussi bien au niveau de la production que de la consommation énergétique. Elles sont aussi régies par l'idée qu'un réaménagement spatial des activités humaines contribuerait à limiter la consommation énergétique, par exemple en dissuadant les habitants d'utiliser leurs voitures par l'offre d'alternatives (modes doux, transports collectifs) ou en rapprochant les habitations des bassins d'emplois. Avant de discuter de cet ensemble de pratiques qui constituent ce que nous appelons l'urbanisme énergétique, nous dirons que ce modèle est généralement admis par les professionnels de l'urbain. Comme en témoigne l'urbaniste et historienne française Cyria Emelianoff, "en l'espace de quinze ans, le Développement Durable a redéfini les politiques urbaines d'Europe"<sup>2</sup>.

Comme à l'époque des grands ensembles, une forme urbaine résulte de l'association entre la technique et l'idéologie de la maîtrise énergétique: l'éco-quartier. Celui-ci est considéré comme un modèle de l'urbanisme durable, faisant la synthèse des problématiques énergétiques et environnementales, voire sociales et économiques. Mais, au-delà de la relative durabilité environnementale<sup>3</sup> de ces nouveaux quartiers, notre attention porte sur le fait qu'il ne s'agit pas non plus d'une solution urbaine favorable à l'intégration sociale des villes. En effet, les villes ont grandement besoin de réguler leurs marchés fonciers et de produire des logements accessibles et en cohérence avec les structures sociales qui les composent. L'éco-quartier participe plutôt à une standardisation de l'offre de logements pour classes moyennes et aisées, en dépit de la présence de logements publics ou parapublics. Les sophistications techniques apportées aux nouvelles constructions et la spéculation foncière et immobilière qui résulte de leur présence en "cœurs" urbains rendent souvent leurs coûts inabordables pour le plus grand nombre, à l'achat comme à la location. Certes, les éco-quartiers ne représentent qu'une part infime des constructions, mais pour les mêmes raisons financières, les rénovations techniques des bâtiments collectifs anciens sont rarement dans les priorités des propriétaires, qu'ils soient bailleurs ou habitants. Plus généralement, l'urbanisme d'aujourd'hui semble se muer en une discipline ecotecnicienne, faite de bonnes pratiques et d'évaluations, tout en étant fortement imprégnée par le dogme de la densité.

<sup>2</sup> EMELIANOFF, Cyria. Les villes européennes face au changement climatique. Une rétrospective, *Les Annales de la recherche urbaine*, 2007. p. 159-169.

<sup>3</sup> Voir, par exemple, Alice Le Roy, Eco-quartier, topos d'une éco-politique? *La revue internationale des livres et des idées*, n. 13. janvier-février, 2010. p. 13-16; ou Pierre Mazet. Quand les verts fabriquent la ville de leurs rêves: un pavé dans la vitrine, *Pièces et mains d'œuvres*, 25 mai 2008.

## **Réalité sociale et culturelle d'Usme, quartier populaire de Bogota, face à l'urbanisme énergétique**

La course à la transition énergétique peut donc conduire à la reproduction de modèles urbains indifférenciés, négligeant certaines organisations sociales existantes et notamment populaires. Si les applications de ces modèles ont l'avantage d'expérimenter certaines pratiques, faut-il toujours croire que les actions de l'urbanisme énergétique doivent primer dans une perspective de développement durable? Nous prendrons l'exemple d'Usme (illustration cidessous), un quartier périphérique situé au Sud de Bogota, où la question énergétique ne peut être considérée et comprise de la même manière que dans une ville nord américaine ou européenne. Etant donné la composition sociale de ce quartier, notre raisonnement nous force à changer notre point de vue et adopter celui de l'habitat populaire, celui de la majorité de la population.

### **Pourquoi remettre en cause le théorème de la densification?**

Usme est une localité du District Capital de Bogota qui abrite de larges espaces ruraux et une zone urbaine d'origine informelle de plus de 350.000 habitants: un projet de "frange urbain-rural" y est prévu pour contenir le processus d'urbanisation informelle.

Depuis quelques années, on observe un processus de récupération du centre urbain de Bogota par les classes aisées, qui l'ont délaissé quelques décennies auparavant pour le nord de la ville. Ce processus, plus connu sous le nom de gentrification, est soutenu d'une part par la dynamisation du marché foncier et immobilier privé et d'autre part par une politique de rénovation urbaine menée à travers l'Entreprise de Rénovation Urbaine (ERU) de la municipalité de Bogota depuis plus d'une décennie. Bien que son action corrobore le modèle de densification des centres urbains auquel aspirent les politiques de développement durable, elle tend aussi à renforcer l'exclusion des classes populaires en périphérie de la métropole, et par là même soutenir voire accentuer la ségrégation socio-spatiale déjà fortement marquée à Bogota. Bien que la nouvelle administration de Gustavo Petro en place depuis janvier 2012 a prévu de lutter contre cette ségrégation en impulsant la construction de 70.000 logements d'intérêt social et priori-

4 Ces logements sont construits par le secteur privé pour les couches sociales les plus vulnérables avec une aide – de l'Etat ou du District Capital de Bogota – directe aux familles sous condition de souscrire à un prêt bancaire. L'accès à la propriété est ici la finalité de ce dispositif qui s'accompagne souvent d'un surendettement des ménages à faibles revenus.

5 MASSOT, Marie-Hélène & ORFEUIL, Jean-Pierre. La contrainte énergétique doit-elle réguler la ville ou les véhicules? Mobilités urbaines et réalisme écologique, *Les Annales de la recherche urbaine*, 2007. p. 6.

6 LE NÉCHET, Florent. Consommation d'énergie et mobilité quotidienne selon la configuration des densités dans 34 villes européennes. *Cybergeo: European Journal of Geography*, 2011. p. 3.

7 Selon le service de planification du District de Bogota. Etant donné l'informalité des quartiers d'Usme, il est difficile d'estimer exactement cette population qui est souvent minorée par les autorités parce qu'établie dans des quartiers construits illégalement.

taire<sup>4</sup> dans le grand centre urbain de Bogota, il est d'ores et déjà possible de prévoir les difficultés pour la municipalité de dégager massivement du foncier public en "cœur" de ville. Il y a en effet un vrai risque de voir la densification se poursuivre sous l'emprise du secteur privé qui privilégie, pour des raisons de rentabilité, la production de logements pour classes moyennes et aisées. Un très grand nombre de métropoles à travers le monde témoignent d'ailleurs de ce phénomène.

Une majorité d'experts de la ville semble pourtant affirmer que la densification est une alternative inévitable pour lutter contre l'étalement urbain. Cela laisse croire que les formes urbaines peuvent influencer des pratiques sociales et notamment consuméristes, largement ancrées et encouragées par un modèle économique libéral et individualiste. Un simple exemple nous montre que ce parti pris n'est pas si évident: les habitants consommant le plus d'énergie en France sont les parisiens alors que Paris est la ville la plus dense du pays et l'une des plus dense du monde avec 21.100 habitants au km<sup>2</sup>; or cette densité ne les empêche pas de prendre l'avion plus souvent<sup>5</sup>. Nous apercevons ici les limites d'une réflexion purement spatiale sur la ville, qui omet souvent le facteur fondamental de la répartition des richesses au sein des sociétés urbaines énergivores. De nombreux autres contre-exemples ont déjà été apportés par certains chercheurs, qui démontrent que "la ville compacte, [...] fait encore aujourd'hui l'objet de nombreux questionnements"<sup>6</sup>. Ceci nous amène précisément à nous interroger sur la véracité du modèle de la ville durable tel que proposé par l'urbanisme énergétique. En réalité, l'urbanisme énergétique néglige le fait que c'est le fonctionnement consumériste de la société, donc les volontés politiques sous-jacentes, qu'il s'agit de remettre en cause, car la société évolue plus vite que les projections spatiales qu'elle génère.

Selon ce modèle de ville durable, Usme ne semble pas être un territoire à urbaniser puisqu'il se trouve à plus de 10km du centre urbain de Bogota et de ses emplois et services. Néanmoins, plus de 350.000<sup>7</sup> personnes y vivent déjà et la majorité d'entre elles sont dépendantes de Bogota pour ces mêmes services et emplois. Une grande majorité d'entre eux effectue donc quotidiennement deux à quatre heures de trajet en transport collectif, parce que l'emploi formel ne leur est pas proposé à proximité de leur lieu de vie. L'on voit ici que la question de la mobilité ne peut être réduite à des considérations énergétiques: parce que cette

mobilité est parfois subie, il y a un caractère social fondamental à prendre en compte. Nous considérons donc que le problème de la maîtrise énergétique à Bogota n'est pas tant de rendre plus efficace la ligne de Transmilenio<sup>8</sup> pour limiter l'utilisation de la voiture, mais plutôt pourquoi les habitants d'Usme n'ont pas d'autre choix que de s'épuiser dans ses lignes bondées? Et donc comment réduire cette dépendance vis à vis de la ville-centre? Au delà de l'exemple d'Usme, la plupart des personnes réalisant de longs trajets quotidiennement, ne le font pas par plaisir mais souvent pour chercher des opportunités de logement et du foncier à moindre coûts par rapport aux centres urbains où se trouvent les services, les emplois et les lieux de divertissement.

Ainsi, dans un contexte de déficit de logements, la métropole de Bogota se trouve dans l'obligation de construire. Et s'il existe certaines opportunités de densification sur le tissu existant, et notamment dans les quartiers paracentraux, il faut reconnaître que Bogota est déjà l'une des villes les plus denses d'Amérique Latine. Bien que le District Capital de Bogota couvre une superficie de 1.732km<sup>2</sup>, la superficie de son aire urbaine, elle, n'excède pas les 390km<sup>2</sup> et est habitée par près de 7.500.000 habitants en 2011. Sa densité est donc de 19.100 habitants au km<sup>2</sup><sup>9</sup>, ce qui n'est pas loin de la densité de Paris intramuros évoquée précédemment. Avec sa situation démographique toujours dynamique, nous émettons donc l'hypothèse que Bogota ne pourra affronter son déficit de logements et accroître la qualité de vie de ses habitants sans construire dans ses franges périphériques dont Usme représente l'une des dernières possibilités<sup>10</sup>.

Les périphéries de Bogota, les plus populaires par ailleurs, parmi lesquelles les localités d'Usme, de Ciudad Bolivar, de Bosa et de Kennedy situées au sud de la métropole, sont plus denses que les zones centrales de la métropole. Les 350.000 habitants d'Usme vivent actuellement dans une zone urbaine de 19,5km<sup>2</sup>, ce qui représente une densité de 18.000hab/km<sup>2</sup> sachant que la densité de certains quartiers peut atteindre les 26.000hab/km<sup>2</sup>, soit plus que la densité de l'île de Manhattan à New York. Cette densité est liée à un surpeuplement des habitations, conséquence directe de la pénurie de logements accessibles pour ces classes sociales.

Peut-on alors parler d'étalement urbain? Oui dans un certain sens, mais comment pourrait-il en être autrement? L'étalement urbain à Usme ne peut être considéré comme

<sup>8</sup> Système de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Bogota desservant notamment Usme.

<sup>9</sup> Séminaire, Bogota, Futuro Capital, 29 novembre 2011, Secrétariat de planification du District Capital de Bogota.

<sup>10</sup> L'expansion urbaine "légitime" du District Capital de Bogota est limitée par une frontière géographique naturelle à l'est avec les collines abruptes de la cordillère orientale et une frontière politique à l'ouest avec le département du Cundinamarca.

une tare avaleuse de terres et de ressources énergétiques. On constate bien ici que le modèle de ville “durable” compacte ne peut s’appliquer mécaniquement à toutes les situations du monde et qu’une transcription règlementaire peut freiner la réponse urgente aux problèmes sociaux des villes, et notamment la construction d’un habitat populaire.

### **Doit-on ou peut-on mettre fin aux grandes stratégies énergétiques urbaines?**

Discuter du modèle de ville compacte nous permet de comprendre qu’il y a un enjeu fondamental, social et environnemental, à rapprocher les lieux de vies des lieux de production et de travail. Mais ce rapprochement peut à certaine occasion demander d’étendre la ville pour répondre aux inégalités sociales qu’elle cristallise à force de dérégulation de ses marchés fonciers et immobiliers.

Mais l’extension de la ville engendre aussi celle des réseaux d’acheminement de l’énergie, jusqu’aux périphéries reculées des grandes métropoles telles que Bogota. Le coût que représentent ces infrastructures est néanmoins amorti par un coût final à la consommation relativement élevé et cela quelles que soient les classes sociales. Pour la ville de Bogota, il existe un dispositif de répartition de la tarification en fonction des strates socio-économiques<sup>11</sup> de la population. Celle d’Usme par exemple, principalement composée des strates 1 et 2, est censée payer l’énergie à un taux moindre que les strates 5 et 6 afin de disposer des services d’eau potable, d’assainissement, d’électricité et de gaz. Cependant, cette tarification qui devrait participer d’une certaine manière à la répartition des richesses n’est pas efficace puisque l’on constate qu’en 2004, l’effort budgétaire des ménages des strates 1 et 2 pour accéder à ces services dépasse 10% de leurs revenus, alors que ce même effort ne représentent que 5% des revenus des strates 4, 5 et 6<sup>12</sup>. Le paiement obligatoire sous peine de coupure de ces services peut en effet obliger les familles les plus fragiles économiquement à diminuer d’autres dépenses fondamentales pour le foyer, telles que l’alimentation, la santé ou l’éducation. Il est donc important de noter que ces ménages ne sont pas réellement protégés par une politique publique face à l’éventuelle augmentation du prix de l’énergie.

Ce modèle du “tout réseau” qui a émergé en Europe après la seconde guerre mondiale, s’est développé dans un contexte de forte croissance économique suivi de politi-

<sup>11</sup> *Estratos*. Bogota est constituée de six strates socio-économiques évaluées en fonction de la qualité de l’habitat (entendu ici comme logement et services urbains) et du revenu des ménages. Il est important de noter ici que les strates 1, 2 et 3, c’est à dire de très basse à moyenne-basse représentent plus de 80% de la population de Bogota.

<sup>12</sup> Centro de Investigaciones para el Desarrollo (CID), Universidad Nacional de Colombia.



ques de répartition des richesses volontaristes. Le fait est qu'aujourd'hui, ces réseaux, bien souvent gérés par des entreprises privées, s'adaptent difficilement aux revenus des populations les plus fragiles économiquement, comme c'est le cas à Usme. Celles-ci restent entièrement dépendantes de leurs services sans pour autant disposer d'un réel dispositif de contrôle des prix laissé aux seules entreprises. Ceci précisément risque de peser très fortement sur des dizaines de millions de foyers dans le monde dans une perspective de fin des énergies fossiles bon marché. D'autre part, il est reconnu que, par leur conception, ces réseaux "repose sur l'anticipation d'une croissance des consommations" et qu'"ils ont également du mal à s'adapter à une éventuelle baisse de ces consommations". Des entreprises qui vendent un service de distribution d'énergie électrique par exemple, chercheront dans le meilleur des cas à pérenniser la consommation des ménages dépendants de leurs réseaux. Mais ces entreprises ayant généralement pour objectif de faire 5, voir 10% de bénéfices supplémentaires chaque année sont dans l'obligation d'étendre leurs réseaux, d'encourager l'augmentation de la consommation ou d'augmenter les prix.

Cela montre en quelque sorte la limite des grands réseaux urbains et de leur mode de gestion, dont la logique considère l'énergie comme un bien marchand et non comme un droit universel indispensable au bien être des populations. Dans ces conditions, comment peut-on alors aller vers une certaine frugalité énergétique? La question énergétique doit donc également se poser dans sa capacité à s'émanciper de ce système énergéico-économique capitaliste porté sur une croissance infinie.

### **Comment élucider la problématique ville et énergie?**

Ainsi, le rapport entre ville et énergie est aujourd'hui réduit à des considérations économiques au détriment d'une partie toujours plus grande de la population urbaine. Tandis que la situation semble toujours plus urgente, l'urbanisme énergétique tente d'apporter des solutions techniques et normées. Mais en appliquant ces solutions de manière indifférenciée, il ne favorise pas de changement profond dans le mode de fonctionnement de la société urbaine. Il ne participe pas non plus à la recherche de solutions innovantes et singulières qui considéreraient chaque situation urbaine et remettrait l'homme au cœur de processus collectifs d'émancipation et de développement.



## **Ville et énergie ont partie liée**

L'urbain est la forme d'organisation humaine la plus significative du siècle dernier et, à l'évidence, du siècle à venir. Sa globalisation est l'incarnation spatiale de la société moderne et du libre-échange, puisque les choix économiques opérés depuis les balbutiements de l'industrie ont largement renforcé les dynamiques de concentration des Hommes.

Il convient en effet de rappeler que les premiers groupements humains sont issus de la domestication de l'énergie solaire et biologique, avec le développement de l'agriculture et de l'élevage. Les premières villes sont effectivement apparues dans des zones fertiles telles que la Mésopotamie, la vallée du Nil et de l'Indus. L'histoire suivant son cours, et au fil des avancées techniques, cette maîtrise de l'énergie s'est brusquement transformée en production massive, remplaçant progressivement la force humaine par des combustions issues de ressources fossiles. Un mode de production rentable financièrement qui, depuis, n'a cessé de recomposer les structures sociales. Certains auteurs comme Ivan Illich soulignent d'ailleurs que d'une certaine manière, l'énergie et le travail sont peu à peu entrés en concurrence pour se mettre au service de la création de richesses. La révolution industrielle résulta de ce processus, et donna une mesure inédite aux villes qui, jusqu'alors habitées par les élites, entrèrent dans une phase d'urbanisation caractérisée par de fortes densités et une expansion spatiale sans précédents.

Ce mode d'habiter est cependant devenu inadéquat pour plusieurs centaines de millions de personnes en raison de son caractère arbitraire et non régulé par les pouvoirs publics. L'urbain fut progressivement stigmatisé comme étant la cause de la dégradation des écosystèmes - directement (à travers la pollution de l'air, de la terre et des eaux) et indirectement (à travers son besoin en énergie en constante augmentation). Dans ce contexte spécifique d'urbanisation massive, accompagnée de son lot de problèmes (sociaux, environnementaux et hygiénistes), la question de l'énergie a toujours interpellé: comment démocratiser son utilisation? La réponse fut formulée par un ensemble combiné de procédés techniques et idéologiques, à travers le développement de grandes infrastructures de production et d'acheminement, mais aussi à travers l'essor de produits domestiques dérivés. Aujourd'hui il s'agit bien de savoir comment pérenniser cette utilisation. La ville est donc de-

venue un outil de la chaîne de production et de consommation énergétique, ce que semble ignorer les tenants de l'urbanisme énergétique qui se contentent d'administrer des objectifs quantifiés au lieu de remettre en cause cet outil. Et si l'urbain n'était tout simplement pas compatible avec le développement durable d'une société ?

Ce rapport social et historique entre la ville et énergie contraste avec un débat essentiellement absorbé par des objectifs quantifiés. Il révèle l'existence d'une relation de cause à effet entre l'explosion urbaine de ces dernières décennies et les surconsommations énergétiques aujourd'hui décriées. Il nous amène à penser que la seule régulation de la consommation énergétique par des outils techniques ou des formes urbaines telle que la ville dense ne suffira pas à influencer les structures profondément consuméristes du système économique actuel porté sur une croissance infinie.

### **Une question qui doit demeurer dans le champ public**

S'il y a effectivement une crise énergétique en terme de dérive consumériste, mais aussi en terme d'iniquité sociale, nous pensons que cela est en partie dû au fait que les représentants politiques n'ont pas pris la responsabilité de réguler l'utilisation finale de l'énergie. Les collectivités territoriales qui doivent mettre en œuvre les politiques énergétiques sont contraintes d'avoir recours à la sphère privée, à force de privatisations ou par l'intermédiaire de sous-traitances. Ce monopole du savoir-faire technique se paie au prix de dispositifs de coopération très lourds institutionnellement et en défaveur de politiques urbaines sociales. A Bogota par exemple, la singularité de l'autonomie politique et budgétaire du District Capital face au gouvernement Colombien devrait lui permettre d'assumer cette responsabilité à long terme; car il est évident que ce n'est pas le rôle des entreprises privées de penser l'équité sociale et l'intérêt collectif. Il est important de rappeler en ce sens que le concours de la population actuelle ou future des villes dans la redéfinition d'une équité énergétique est indispensable. Il nous apparaît en effet que plus le cycle de production urbaine, dont l'énergie est l'un des moteurs principaux, se fera de manière locale, plus l'imbrication entre habitat, travail et consommation finale de l'énergie sera un élément fondamental du progrès social. Il s'agit de hisser dans la sphère politique l'exigence de ne plus consi-

dérer les habitants comme des consommateurs ou des usagers, mais comme des citoyens qui peuvent participer pleinement à la vie politique, économique et sociale d'une société.

## Conclusion

Les politiques urbaines ont déjà institutionnalisé les théorèmes de la densité, de la mobilité et de l'efficacité énergétique dans des centaines de métropoles à travers le monde, figeant ainsi leur avenir vers une standardisation globale. Sur ce point, le titre du quotidien colombien *El tiempo* à propos d'une visite de Gustavo Petro à Paris est révélateur: "Petro est à Paris pour connaître son transport et l'appliquer à Bogota".

Pratiquer cet urbanisme durable, sous entendu comme un urbanisme de demain, revient à oublier que "la ville de demain est déjà en partie sous nos pieds". En d'autres termes, l'urbain que nous déplorons aujourd'hui est le résultat de modes de vies largement répandus et peu influençables par de simples stratégies de développement urbain. L'urbanisme est alors rarement utilisé comme espace politique de réflexion afin de réinterroger ces structures et comportements sociaux.

En constatant les dérives théoriques et technicistes de l'urbanisme énergétique, notre analyse nous pousse à croire que la politique énergétique, actuellement conduite par le développement durable, tend à subordonner la question urbaine. Cela change alors considérablement la nature du débat: ce n'est plus le problème énergétique qui se pose dans la planification urbaine mais l'inverse.

L'idéologie du développement durable ne doit pas façonner la ville pour qu'elle émette moins de CO<sup>2</sup>. En revanche, les politiques de maîtrise énergétique qui en découlent peuvent et doivent constituer un socle du progrès social et d'émancipation vis à vis de la consommation de masse pour la majorité des citoyens. Lorsque l'on pense la ville à travers le prisme de la maîtrise énergétique, la relation ville et énergie tombe dans le champ technique et s'extrait toujours plus de la sphère politique. Ceci précisément isole les politiques sociales et les volontés de maintenir l'intérêt général.

Si l'on se place du point de vue des classes populaires, l'énergie (électricité, gaz, essence, nourriture) est une contrainte financière et sociale car elle doit être payée avant d'autres activités participant de l'émancipation sociale (édu-

cation extra-scolaire, livres, musique, etc.); tandis que les classes les plus favorisées, conscientes des limites de leurs modes de vies, la perçoivent plutôt comme une problématique d'ordre éthique ou morale.

Cette relative accessibilité de l'énergie, ou précarité énergétique, est somme toute liée aux pressions qui s'exercent sur les organisations sociales, telles que le chômage et l'exclusion. Elles s'inscrivent spatialement lorsque la ville génère plus de ségrégations que de systèmes unitaires. Elles deviennent par ailleurs structurelles dans le fonctionnement de la société urbaine précisément lorsque le travail et l'énergie sont entrés en concurrence au service du capital. Le développement urbain anarchique d'aujourd'hui illustre bien cette idée. C'est-à-dire que la finalité de la production énergétique, et à travers elle celle de la ville, va bien trop au-delà, voire est en dehors, des besoins individuels et collectifs. Elle relève en effet d'intérêts économiques portés sur une croissance du capital infinie contrôlé par une minorité de la population.

Il apparaît alors que les modèles urbains durables mis en œuvre de façon inconditionnelle par les collectivités locales semblent répondre à des priorités et des exigences internationales parfois loin des réalités sociales, économiques, environnementales et culturelles de nos villes.

**Jérémy Jegouzo** est géographe et titulaire d'un master en urbanisme. Assistant au conseil scientifique du Laboratoire International pour l'Habitat Populaire (LIHP).

[jegouzo@lihп.info](mailto:jegouzo@lihп.info)

**Vanessa Becciu** est géographe et diplômée de l'Institut d'urbanisme de Grenoble (IUG), France. Assistante au conseil scientifique du Laboratoire International pour l'Habitat Populaire (LIHP).

[becciu@lihп.info](mailto:becciu@lihп.info)